



Les personnels hospitaliers sont en grève le 16 juin : Leurs revendications sont les nôtres !

La crise sanitaire a montré l'ampleur des dégâts causés par des décennies de destruction des services publics et d'accroissement des inégalités d'accès aux soins.

La gestion de cette crise a entièrement reposé sur le volontarisme et l'engagement des personnels de santé. Ils se sont mobilisés pour assurer dans des conditions difficiles, l'accueil et les soins aux patients.

Tout au long de la période, ces personnels ont reçu des louanges et des applaudissements.

Ils ont même été salués au plus haut sommet de l'Etat après avoir été superbement ignorés et méprisés des mois durant quand ils revendiquaient l'amélioration de leurs conditions de travail.

L'hôpital et tous les services publics ont été sacrifiés sur l'autel des profits. A l'évidence, le Ségur de la Santé ne répond en rien aux besoins de l'hôpital public.

La santé, comme toutes les missions assurées par les services publics, concerne l'ensemble de la population !

Pourtant ils sont l'objet d'attaques successives et le gouvernement actuel profite de la crise sanitaire pour accélérer sa politique de démantèlement : statuts, dialogue social, emploi, budgets.... Tout est passé par pertes et profits !

Avec les personnels, nos organisations syndicales exigent :

- ▶ **L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits,**
- ▶ **L'augmentation des salaires dans le cadre d'une revalorisation indiciaire,**
- ▶ **L'abrogation immédiate de la loi de transformation de la fonction publique,**
- ▶ **Des créations d'emplois statutaires et la titularisation des contractuels pour renforcer les services publics,**
- ▶ **L'abandon de toutes les suppressions de postes, des fusions et des mutualisations de services !**
- ▶ **L'arrêt des politiques d'austérité !**
- ▶ **Des moyens financiers pour répondre aux besoins des services publics**

C'est pourquoi, nous appelons les personnels à faire grève et à se rassembler devant la **préfecture de St Denis le mardi 16 juin à partir de 10 h.**

NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE : LE "JOUR D'APRES" NE DOIT PAS ETRE UN PRÉTEXTE A LA REGRESSION SOCIALE !